

Économie & Politique Belgique

"Le(s) présent(s) article(s) est (sont) reproduit(s) avec l'autorisation de l'Editeur, tous droits réservés. Toute utilisation ultérieure doit faire l'objet d'une autorisation spécifique de la société de gestion Copiepresse info@copiepresse.be

L'Echo - 21/02/2015 Page 8

Pascal Delwit (ULB) «Si j'étais Benoît Lutgen, je m'inquiéteraï»

INTERVIEW
BENOÎT MATHIEU

Bien sûr, la vie politique n'a rien d'un long fleuve tranquille. Mais là, pour l'heure, ça dépote. De tous côtés. Le MR s'est embarqué seul à bord d'un gouvernement où les partis flamands semblent passer le plus clair de leur temps à se tirer dans les pattes. Au PS, le vent de la contestation souffle. Chez Ecolo, on se cherche tant une tête qu'une direction. Quant au cdH – tiens, il est passé où le cdH? L'occasion idéale de faire le point avec Pascal Delwit, politologue à l'ULB.

Un parti technocratique qui a déserté le terrain. Marc Goblet, le secrétaire général de la FGTB, n'est pas tendre avec le PS. À raison?

C'est un parti qui a été aux affaires au Fédéral durant 26 ans. Et n'a jamais été absent de l'exercice des responsabilités dans les Régions, hormis une pause de deux ans en Région wallonne et Communauté française. Cela affecte une organisation dans le sens où le pouvoir mobilise l'essentiel des énergies. Du coup, vous perdez un peu l'animation du parti; c'est un processus d'institutionnalisation forte. C'est quoi l'animation d'un parti? La réflexion, notamment. Cela a l'air idiot, mais un parti doit réfléchir. Les choses changent, le monde change. Comment se positionne-t-on par rapport à cela?

Le PS aurait en somme perdu le contact avec les citoyens et la réalité?

Il y a eu une perte de réflexion et donc une perte de contact avec des mutations. Comme on va moins à la rencontre, on entend moins les demandes sociales. Un autre volet que le PS a fort délaissé, comme beaucoup d'organisations, notamment syndicales, c'est le combat d'idées. Prenons un exemple belge: la fiscalité. À quoi sert l'impôt? Il y a aujourd'hui beaucoup de gens qui ont des récriminations fortes sur l'impôt sans savoir, en réalité, à quoi il sert. Quand le MR dit, après environ 200 jours: «Aujourd'hui, c'est le premier jour où vous travaillez pour vous», il doit y avoir une réponse idéologique du PS ou de la gauche syndicale. Or, elle n'a pas été très présente. Je n'ai pas à dire si c'est bien ou mal ce qu'avance le MR, mais il n'y a pas eu cette bataille d'idées. Cette explication: l'impôt, c'est cela et ça sert à ça.

L'opposition au Fédéral serait-elle alors une bonne chose? Même si le PS est toujours au pouvoir dans les Régions?

C'est une des difficultés du PS: en même temps dans l'opposition et dans la majorité. C'est la règle du jeu. L'opposition est en tout cas une opportunité. En tant que tel, ce n'est jamais bon ou mauvais. Je pense que son enjeu principal, qui est presque un enjeu culturel, c'est ceci: se débarrasser pour partie de tout ce que quelqu'un dans l'exercice de responsabilités intègre comme contraintes.

Il doit s'aérer l'esprit?

Il doit s'aérer l'esprit. Quand vous êtes dans l'exercice des responsabilités, vous intégrez toutes sortes de contraintes, de négociations, juridiques ou budgétaires. Le parti socialiste doit laisser venir à lui de nouvelles idées pour faire bouger les choses. Même si c'est a priori compliqué par rapport aux contraintes.

C'est ce qu'il semble tenter de faire, puisque Elio Di Rupo annonce la tenue d'un «chantier des idées» en mars.

Il reste à voir si cela se concrétise ou tient de l'effet d'annonce. Un chantier des idées et une visibilité accrue sur le terrain: il faut lancer ce processus et surtout le mettre à profit. Nous verrons ce que cela donne.

S'aérer l'esprit: Elio Di Rupo est-il la bonne personne pour cela, alors qu'il dirige le PS depuis 1999?

Il n'y a pas de réponse définitive. Somme toute, l'expérience le montrera. Mais il n'y a pas tellement de gens au PS qui peuvent être président. Et presque tous ont un long rapport au pouvoir. Elio Di Rupo présente des avantages et des inconvénients. Bien sûr, il est là depuis longtemps; il n'incarne pas une forme de nouveauté et la transition entre Premier ministre et chef de l'opposition est compliquée. D'un autre côté, il est très populaire. Il y a parfois un certain prisme bruxellois qui oublie cela. Ensuite, il a, à deux reprises déjà, ramené le parti socialiste à des niveaux très importants. Il a su rebondir. Après, il y a toujours la question de savoir si ce n'est pas le challenge de trop. C'est une question ouverte.

En attendant, le PS avance ses pions pour les communales à Bruxelles.

Il y a une certaine cohérence à amener une

personnalité nouvelle à Molenbeek. Quant à savoir si cela devait être Catherine Moureaux... Ce n'était pas la seule option possible. On jugera sur pièces. La nuance que j'aurais par rapport à ce choix, c'est que jusqu'à présent, dans la vie politique, son apport propre n'est pas apparu saisissant.

Chez Ecolo aussi, un processus de repositionnement est en cours. Les Verts sont-ils en mauvaise posture?

C'est difficile. Le problème d'Ecolo, c'est son credo, son identité. Il faut parfois revenir à des questions simples – croyez-moi, en général, ce sont les plus redoutables. Que veut Ecolo, que défend Ecolo, pourquoi voterait-on Ecolo? Structurellement, il y a une place pour l'écologie politique en Belgique francophone. N'oublions pas qu'en 2009, ils captaient 18% des voix en Wallonie et à Bruxelles. On peut être mal à un moment et rebondir.

Pour ça, il faut se repositionner.

Le positionnement de départ doit toucher au *core business*. Ecolo c'est le parti de l'environnement. Une thématique qui peut toucher à beaucoup de choses. Ils doivent reconstruire un discours et une identité. C'est leur défi principal. Quand je regarde leur campagne 2014, leur problème était un problème de fond. On ne voyait pas quel était leur point central. Même chose après leurs deux participations au pouvoir: à la fin, il n'était pas clair quelle avait été la marque d'Ecolo. Leur réponse était: «On a été transversaux, on a apporté un peu dans un peu tout.» Or il faut pouvoir dire, et cela doit être très visible: «Ecolo, c'est ça». Et même: «Regardez ce que cela donne quand Ecolo n'est pas là.» C'est plus lisible et compréhensible.

Le cdH ne souffre-t-il pas du même problème? Ni à gauche, ni à droite?

Le cdH a fait le pire score de son histoire aux élections du 25 mai. Il est encore et toujours le parti de la démocratie chrétienne et ne sait pas facilement élargir son électoral, ce qui était l'ambition de Joëlle Milquet quand elle a transformé le PSC en cdH.

N'a-t-il pas élargi son électoral à d'autres confessions?

Oui. À Bruxelles. Principalement vers des milieux pratiquants musulmans. C'est beaucoup moins vrai en Wallonie, où le cdH est plus un parti des milieux semi-

EXPRESS

«Le PS a fort délaissé le combat d'idées. Il doit s'aérer l'esprit.»

«Elio Di Rupo est très populaire. Il y a parfois un certain prisme bruxellois qui oublie cela.»

«Il faut parfois revenir à des questions simples – croyez-moi, en général, ce sont les plus redoutables. Que veut Ecolo, que défend Ecolo, pourquoi voterait-on Ecolo?»

«Le point sensible, c'est que Charles Michel reste encore très peu populaire en Wallonie.»

urbains, semi-ruraux. Aujourd'hui, le positionnement philosophique du cdH parle à de moins en moins de gens. Et je ne vois pas vers quoi d'autre il pourrait aller. Si je devais être inquiet, je serais plus inquiet comme président du cdH que comme coprésident d'Ecolo. Si j'étais Benoît Lutgen, je m'inquiéteraï. Peut-être qu'il est inquiet. Bien sûr, il y a la question du centre, mais «parti centriste», ce n'est pas une identité. C'est un positionnement politique.

Les choses sont-elles plus simples au gouvernement pour le MR? Ses partenaires semblent vouloir se déclarer la guerre.

Mais c'est cela aussi le gouvernement: trois partis flamands qui sont parfois dans une détestation très forte et se disputent le même électoral. Le CD&V veut dégonfler la N-VA. L'Open Vld veut dégonfler la N-VA. Et le CD&V et le Vld ne partiront pas ensemble en vacances. En même temps, le MR ne semble pas trop affecté: en fait, c'est surtout dans l'espace médiatique flamand que cette dispute est visible. Le risque, c'est que cela accrédite l'idée que c'est un gouvernement où les flamands donnent le ton et où le MR joue le rôle de notaire.

Pour l'heure, il semble bénéficier d'un effet gouvernemental favorable dans les sondages.

Le MR ne semble pas pénalisé et l'opposition n'est pas boostée, au contraire. Le point sensible, c'est que Charles Michel reste encore très peu populaire en Wallonie. Symboliquement, en interne, c'est difficile que Didier Reynders soit systématiquement devant lui. Mais il est vrai que l'agenda du mois de janvier a été favorable au gouvernement. Les questions sécuritaires ramènent les citoyens vers les exécutifs, quels qu'ils soient, on l'a vu en France. Ceci dit, c'est très ponctuel, ce n'est pas un état de grâce. À un moment donné, l'agenda va tourner. Le contrôle budgétaire de mars va être compliqué. La réforme fiscale se profile et vendre des augmentations de TVA, ce n'est pas simple. Je ne pense pas que nous aurons un tax shift d'envergure dans ce contexte budgétaire. Quoi qu'il en soit, une réforme fiscale génère des gagnants et des perdants. Et il ne faut pas croire que les perdants ne s'exprimeront pas. La fiscalité, c'est compliqué. Électoralement, c'est toujours à appréhender avec doigté.

«La réforme fiscale se profile et vendre des augmentations de TVA, ce n'est pas simple. Électoralement, la fiscalité, c'est toujours à appréhender avec doigté.»